

CANDIDATURE GUARDING FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS

Il est impératif de nous renvoyer par mail les documents suivants :

- 1 photo d'identité
- 1 extrait de casier judiciaire 596.1 (moins de 6 mois d'ancienneté)
- 1 Consentement à l'enquête complété et signé
- 1 Copie attestation de réussite du test psychotechnique
- 1 copie de toutes vos attestations légales pour le gardiennage
- 1 copie recto-verso de la carte d'identité et copie du Permis de conduire
- 1 copie de vos cartes ministérielles si vous en disposez déjà
- 1 CV + LETTRE DE MOTIVATION
- 1 Copie du Certificat / Diplôme du plus haut niveau d'études réalisées (CESI, CESS, Bac, MASTER, ...).

Veuillez remplir ce formulaire de façon précise et complète. Les champs précédés d'un (*) sont obligatoires.

NOM et Prénom * :

Sexe * : masculin féminin X

RESIDENCE *

Adresse * :

-
- Numéro : boîte :
- Code postal : Commune :
- Pays :

Etes-vous résident d'une commune frontalière ? (*) oui non

Téléphone :

Fax * :

GSM * :

E-mail :

Date de naissance * :/...../.....

Lieu de naissance * :

Pays * :

Nationalité * : Belge Autre :

N° national (11 chiffres) : (Uniquement pour les personnes résidant en Belgique)

□ □ □ □ □ □ - □ □ □ □ - □ □

Nom, prénom et n° gsm d'un proche en cas d'urgence :

.....

CANDIDATURE GUARDING
FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS

SITUATION FAMILIALE *

Situation : Célibataire /Concubinage Marié(e)
 Divorcé(e) Séparé(e) Veuf/veuve

Si marié(e), date du mariage :

Charges familiales *:

o Votre conjoint(e) a-t-il des revenus ? oui non

o NOM et Prénom de votre conjoint(e) :

.....

Date de naissance :/...../.....

o Avez-vous des enfants ? oui non
• si oui, combien ? 1 2 3 4 +
• Sont-ils à votre charge ? oui non

o Avez-vous d'autres personnes à charges ? (1) oui non
• si oui, combien ? 1 2 3 4 +

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS *

- N° Carte identité Belge (12 chiffres) * :

-

Valable jusqu'au :/...../.....

- N° Carte identité Etrangère *:Pays :

Valable jusqu'au :/...../.....

- N° compte bancaire en Belgique *:

BE-

- Nom de la mutuelle :

CANDIDATURE GUARDING FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS CONTRACTUELS *

- Avez-vous un emploi actuellement ? * oui non
Secteur d'activités :
Fonction exercée :
Type de contrat *: Temps plein Temps partiel
- En préavis de fin de contrat chez un autre employeur ? * oui non
Si oui : à quelle date êtes-vous libre ?/...../.....
- Etes-vous au chômage actuellement ? * oui non
Si oui : indemnisé non indemnisé
- Disposez-vous d'aides à l'emploi ?
Si oui, lesquelles et jusque quand ?

FORMATIONS SPECIFIQUES AU SECTEUR DE LA SECURITE PRIVEE *

Cochez la case correspondante aux diplômes et attestations de compétences officiels reçus. *

- Test psychotechnique
- Formation de base
- Formation de contrôle de personne
- Formation de gestionnaire d'alarme
- Formation protection rapprochée
- Formation transport de fonds
- Formation dirigeant
- Formation inspecteur vol (Retail)
- Formation Equipier 1^{ère} intervention incendie
- Formation secourisme
- Formation mission armée
- Maître-chien
 - o Race :
 - o Age :
 - o Sexe : M F X
 - o Possédez-vous un chien entraîné ? oui non
 - o Dressé : à l'obéissance au mordant

CANDIDATURE GUARDING
FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES SPECIFIQUES A LA SÉCURITÉ PRIVEE*

Nom de l'employeur + code postal	Fonction	Période (3)		Fin (4)
		De	à	

- (1) : Indiquer le nom de l'employeur et son code postal
- (2) : Indiquer la fonction exercée
- (3) : Indiquer l'année de début et l'année de fin
- (4) : Indiquer le motif de fin d'activités en utilisant les codes suivants :
 CDD = Contrat à durée déterminée INT = Intérim
 DEM = Démission LIC = Licenciement RUC = rupture de contrat

CARTE D'IDENTIFICATION

Si vous possédez-vous une ou plusieurs cartes d'identification, veuillez remplir les coordonnées ci-dessous :

1. Nom de la société :

Numéro de la carte :

Valable jusqu'au :/...../.....

2. Nom de la société :

Numéro de la carte :

Valable jusqu'au :/...../.....

CANDIDATURE GUARDING FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS

DESIDERATA PROFESSIONNELS

Cochez les cases correspondantes à vos souhaits (Plusieurs réponses possibles) *

MISSION :

- Gardiennage statique
- Gardiennage mobile (patrouilleur)
- Intervenant après alarme
- Inspecteur vol
- Sécurité dans les évènements
- Milieu de sorties
- Protection rapprochée
- Maître-chien (Gardiennage statique avec chien)
- Maître-chien EDD (détection explosifs)
- Drones de surveillance

RENSEIGNEMENTS DIVERS

- Possédez-vous un permis de conduire ? oui non
- Avez-vous un véhicule ? oui non
- Connaissance de langues étrangères ?

	Langue Maternelle	Langue Apprise	Parlé			Ecrit		
			N	B	TB	N	B	TB
FRANÇAIS								
NEERLANDAIS								
ANGLAIS								
Autre :								
Autre :								
Autre :								

N = Notions B = Bien TB = Très bien

- Taille ? Poids ?
- Quelle est votre taille de vêtements ?
 Chemise : Taille ou S M L XL XXL XXXL
 Pantalon : Taille ou S M L XL XXL XXXL
 Veste : Taille ou S M L XL XXL XXXL
- Avez-vous des connaissances informatiques ? oui non

Quelles applications ?.....

CANDIDATURE GUARDING FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS

Les renseignements indiqués dans ce formulaire sont exacts et conformes à ma situation actuelle.

Date :

...../...../.....
.....

Signature

REMARQUE :

Les renseignements repris dans ce formulaire sont à caractère privé dans le cadre d'une procédure de recrutement. Ils ne pourront en aucun cas être divulgués, même partiellement, à des tiers sans l'autorisation préalable de la personne concernée.

Nicolas VAN YSENDYCK
Administrateur délégué.

Consentement à l'enquête sur les conditions de sécurité

Le/la soussigné/e,
(nom, prénom, numéro de registre national ou numéro *bis*!),²

déclare désirer exercer une fonction telle que visée à l'article 60 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.

Conformément à l'article 61, 6°, de la loi précitée, toute personne désirant exercer une telle fonction doit satisfaire au profil visé à l'article 64 de la loi.

Afin de vérifier si la personne concernée satisfait au profil, une enquête sur les conditions de sécurité peut s'avérer nécessaire.

La personne qui fait l'objet d'une enquête sur les conditions de sécurité doit y consentir préalablement et une seule fois, par le biais de l'entreprise ou du service interne pour laquelle ou lequel elle exerce ou exercera des activités (article 68 de la loi précitée).

Par conséquent, le/la soussigné/e donne par le présent formulaire son consentement à l'enquête sur les conditions de sécurité.³

Le/la soussigné/e demande que le dossier d'enquête sur les conditions de sécurité soit constitué dans la langue qu'il utilise : français/néerlandais/allemand.⁴

Le/la soussigné/e note que :

- la nature des éléments qui peuvent être examinés a trait à des renseignements de police judiciaire ou administrative, des renseignements dont disposent les services de renseignements et de sécurité ou des renseignements concernant l'exercice de la profession ;
- l'article 74 de la loi précitée prévoit qu'une entreprise ou un service peut, au sujet d'une personne qu'il souhaite engager, demander au fonctionnaire désigné par le Ministre de l'Intérieur pour demander les enquêtes sur les conditions de sécurité, si celui-ci envisage une demande d'enquête sur les conditions de sécurité ; ceci ne peut toutefois se faire que si la personne concernée a donné son consentement en remplissant le présent formulaire ;
- en cas d'enquête sur les conditions de sécurité, l'arrêté royal du 26 septembre 2005 'déterminant la procédure en cas d'enquête sur les conditions de sécurité, d'exercice simultané de missions incompatibles avec l'ordre public ou la sécurité de l'Etat ou de violation des dispositions de la loi réglementant la sécurité privée ou particulière ou de ses arrêtés d'exécution' sera d'application ;
- le délai de conservation des données collectées dans le cadre des enquêtes sur les conditions de sécurité est fixé à l'article 269/2 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière qui stipule : « *Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche*

¹ Le numéro tel que visé à l'article 4, §2, 3^{ème}alinéa, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

² Pour les personnes qui ne disposent pas d'un numéro de registre national ni d'un numéro *bis*, ces données sont remplacées par les données suivantes : nom, prénom, nationalité et date de naissance.

³ Vous n'êtes pas obligé de consentir à l'enquête sur les conditions de sécurité, mais en cas de refus, il sera considéré que vous ne répondez pas aux conditions de sécurité (article 69 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière).

⁴ Entourer votre choix.

scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679, les données à caractère personnel visées ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Sauf disposition légale explicite contraire en matière de conservation des données à caractère personnel qui proviennent d'une autorité compétente, visée au titre 2 de la loi Protection des données à caractère personnel, ou d'un service de renseignements et de sécurité visé au titre 3 de la même loi, le délai de conservation pour les données à caractère personnel traitées par la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur dans le cadre de ses missions légales en matière d'application de la surveillance et du contrôle du respect de la présente loi, s'élève à maximum 10 ans à compter de la date du dernier traitement de nouvelles informations concernant la personne concernée. A l'expiration de ce délai, les dossiers sont - selon les règles en vigueur en matière d'archivage dans l'intérêt général - transférés aux Archives du Royaume ou détruits définitivement. »

Le/la soussigné/e note également que les données à caractère personnel transmises dans le présent formulaire seront traitées par la Direction générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur conformément aux dispositions de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière, du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données ou RGPD) et de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Dans ce cadre, l'article 269/1 de la loi prévoit certaines limitations des droits de la personne concernée tels que visés aux articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du Règlement UE 2016/679, afin d'éviter que la personne concernée soit systématiquement informée du fait qu'il existe un dossier à son propos et que cela nuise aux besoins de la procédure administrative, du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires ou risque de violer le secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

La Direction générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur est la responsable du traitement, au sens de l'article 4, point 7, du règlement général sur la protection des données précité.

Le/la soussigné/e note enfin que :

- le Comité sectoriel du Registre national a autorisé le SPF Intérieur en date du 15 juillet 2009 (délibération n° 44/2009) à obtenir un accès permanent à la photo conservée dans le Registre des cartes d'identité et dans le Registre des cartes d'étranger et à l'utiliser pour la confection des cartes d'identification ;
- l'arrêté royal du 29 janvier 1991 autorise certains agents du SPF Intérieur à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du Registre national, notamment en vue de la gestion des demandes de cartes d'identification ;
- le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé a autorisé en date du 4 novembre 2014 (Délibération n° 14/101) la Direction générale Sécurité et Prévention à se voir communiquer des données à caractère personnel au moyen de l'application WEB DOLSIS (données du Registre national des personnes physiques, des registres Banque Carrefour, de la banque de données DIMONA, du fichier du personnel et du répertoire des employeurs).

Donné à (lieu), le (date)

Nom, prénom et signature
(avec la mention "lu et approuvé")

Annexe VIII - Formulaire de déclaration de confidentialité

Protection Unit
Rue Campagne
du Moulin 53/12
B4470

DÉCLARATION RELATIVE AU RESPECT DE LA CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné(e),, m'engage à respecter la confidentialité des informations auxquelles j'ai pu ou je pourrai avoir accès dans le cadre de mes prestations couvertes par le contrat No HR/2021/RP/0014 – Lot 1 signé entre Protection Unit et la Commission européenne. Cet engagement persistera au-delà dudit contrat.

En particulier je reconnais avoir été informé(e) que je ne peux divulguer auprès d'un tiers, ni utiliser à mon profit ou à celui d'un tiers, ni rendre publics, oralement ou par écrit, sur support papier ou électronique, les documents ou informations qui ne sont pas du domaine public et auxquels j'ai pu ou je pourrai avoir accès dans le cadre de mes prestations. Cette interdiction persistera après leur cessation.

Je m'engage à m'abstenir de toute déclaration susceptible de porter atteinte à la réputation de la Commission européenne et à son image ou de nuire à la sécurité de ses bâtiments.

Je m'engage à respecter la confidentialité de toutes les données à caractère personnel auxquelles je serai amené à accéder et à devoir traiter, et ce en conformité avec le règlement (UE) 2018/1725¹. Je n'agirai dans ce contexte que sur instruction du Responsable du traitement des données, le Directeur de la Direction Sécurité HR.DS., ou de son représentant.

Je m'engage également, dès la fin du contrat mentionné ci-dessus auprès de la Commission européenne, à restituer au Chef de site en charge du contrat suivant, tous les documents relatifs à la Commission européenne qui seraient encore en ma possession, quelle qu'en soit la forme (papier ou électronique).

Je suis conscient que la divulgation de procédures, de noms ou de quelques autres informations sensibles que ce soient relatifs au client, peut donner lieu à un écartement du contrat mentionné ci-dessus à la Commission.

En matière de vidéosurveillance, je m'engage à ne pas transférer, montrer ou révéler de tout autre manière le contenu d'une séquence de vidéosurveillance quelle qu'elle soit à quiconque autre que les destinataires agréés désignés dans la politique de sécurité de la Commission en matière de vidéosurveillance.

Je confirme avoir reçu une copie de la politique de sécurité de la Commission en matière de vidéosurveillance.

Fait à _____, le _____

Nom:

Prénom:

Signature précédée de la mention "Lu et approuvé":

Une copie est à conserver par le signataire

¹ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE, JO L 295 du 21.11.2018, p. 39 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32018R1725&from=FR>